

## **Flambée des carburants : l'OTRE dénonce l'inaction du Gouvernement et appelle à des mesures d'urgence immédiates**

**Alors que le Gouvernement affirme aujourd'hui qu'aucune mesure d'aide ne peut être envisagée, plusieurs États européens ont déjà pris des décisions concrètes pour protéger leurs économies. L'Italie, l'Espagne et le Portugal ont ainsi activé des leviers fiscaux et des dispositifs de soutien pour amortir la hausse des prix des carburants.**

Dans le même temps, en France, les professionnels du transport routier sont laissés sans réponse.

Depuis plusieurs jours, l'OTRE alerte avec force sur les conséquences extrêmement graves de la flambée brutale des prix des carburants pour le transport routier de marchandises, le transport de voyageurs et le transport sanitaire. Cette hausse soudaine place l'ensemble du secteur dans une situation de tension critique.

En quelques jours seulement, le coût du gazole a fortement augmenté, provoquant un choc immédiat sur la trésorerie des entreprises, alors même que le carburant constitue l'un de leurs principaux postes de charges.

**Face à cette situation, les entreprises françaises du transport routier demeurent dans l'attente d'une réponse à la hauteur de l'urgence, et de surcroît vont subir maintenant une distorsion de concurrence croissante avec leurs homologues européens qui eux sont soutenus.**

Consciente des contraintes qui pèsent sur les finances publiques, l'OTRE souligne néanmoins que l'ampleur exceptionnelle de la hausse actuelle impose des décisions rapides, ciblées et efficaces. Sans action immédiate, le risque est clair : une multiplication des défaillances d'entreprises, avec des conséquences directes sur l'approvisionnement du pays et le fonctionnement de l'économie.

Dans ce contexte, les entreprises ne peuvent plus attendre. L'OTRE demande la mise en œuvre immédiate de mesures concrètes de soutien direct :

- Une aide forfaitaire par véhicule, sur le modèle de celle instaurée en 2022 à la suite du conflit russo-ukrainien ;
- Une remise ciblée sur le carburant professionnel.



L'OTRE rappelle également que le Gouvernement s'était engagé mardi à étudier des mesures de soutien à la trésorerie, garantie de l'État sur les encours d'achat de carburant et report de charges. À ce jour, aucune de ces annonces ne s'est traduite en décisions concrètes.

**Face à une crise brutale et immédiate, l'inaction n'est plus acceptable.** Chaque jour sans réponse fragilise davantage les entreprises du transport routier et accroît le risque de ruptures dans les chaînes d'approvisionnement.

**L'OTRE appelle le Gouvernement à prendre sans délai des mesures d'urgence pour soutenir un secteur essentiel au fonctionnement du pays.**

#### À propos de l'OTRE

L'Organisation des Transporteurs Routiers Européens (OTRE) représente les entreprises de transport routier et prestataires logistiques françaises, majoritairement des ETI, PME et TPE à capitaux patrimoniaux. Elle défend au quotidien leurs intérêts auprès des pouvoirs publics, dans les négociations sociales de branche et au sein des instances professionnelles nationales et européennes. Au 31 décembre 2024, elle représente 3600 entreprises adhérentes pour 110.000 salariés.

#### CONTACT PRESSE :

Samira BOUZAGHOU – [samira.bouzaghoul@otre-direction.org](mailto:samira.bouzaghoul@otre-direction.org) – 06 34 32 17 67